

par SYLVAIN BOULOUQUE*

La gauche radicale et les attentats de janvier 2015

LES ATTENTATS DE JANVIER 2015 ont provoqué une vague de réactions sans précédent dans la société française en général et dans la gauche radicale en particulier. Ces réactions de la gauche radicale permettent de voir comment elle se définit et comment son positionnement traduit ruptures et continuités. Elle est aujourd'hui polymorphe. L'unanimité n'existe plus, chaque groupe y appartenant étant susceptible de prendre des positions radicalement opposées à celles du groupe voisin. S'il reste un fond culturel commun, les analyses sont souvent divergentes au sein même des organisations la composant, qui sont pour l'essentiel le Front de gauche, les différents groupes trotskistes et la mouvance libertaire. À la myriade d'organisations s'ajoute une multitude d'individualités, appartenant en règle générale au monde universitaire. Ces dernières ne sont pas, ou plus, membres d'une organisation en particulier, mais elles se réclament de cette mouvance radicale et participent régulièrement aux activités qu'elle organise et qui nourrissent leur réflexion. L'étude des réactions de la gauche radicale aux événements de janvier repose sur une série de lectures qu'il convient d'analyser pour interroger *in fine* en quoi le poids du passé y est déterminant.

La stupeur et l'émotion

Comme la majeure partie de la société, les militants de la gauche radicale ont été saisis de stupeur en apprenant le massacre de *Charlie*. Une grande partie des membres de l'équipe de *Charlie* avait souvent offert des dessins aux différentes organisations composant l'espace de la gauche radicale.

Le 7 janvier au soir, la majorité des organisations de la gauche radicale appelle aux rassemblements qui ont lieu dans les grandes villes^[1] pour dénoncer les assassinats poli-

* Historien, enseignant, membre du comité de rédaction de la revue *Communisme*

1. <https://www.lepartidegauche.fr/actualites/communiquer/face-l-attentat-meurtrier-contre-charlie-hebdo-une-reaction-democratique-populaire-s-impose-31165>

tiques^[2]. Elles choisissent d'afficher leur solidarité avec les victimes^[3]. Beaucoup pleurent des amis disparus, comme en témoigne par exemple l'hommage postérieur du PCF et du Parti de gauche à Charb lors de ses obsèques. Les journées du 8 et du 9 ne donnent pas lieu à de commentaires particuliers; comme l'ensemble du pays, les militants semblent abasourdis.

Le 10 janvier, le ton change quand les principaux responsables politiques appellent à participer aux manifestations. Les organisations de la gauche radicale s'en désolidarisent du fait de la participation des chefs d'État. Elles adoptent alors trois attitudes, respectées ou non par les militants – le centralisme démocratique ayant quasiment disparu de la majeure partie des organisations s'en réclamant. La première est le refus pur et simple de se rendre aux manifestations, en particulier au rassemblement parisien. La deuxième est la participation, mais avec une désapprobation publique de la «récupération». Enfin la troisième est la participation pure et simple.

Une fois l'émotion retombée, vient le temps des analyses et des commentaires. Ils se sont concentrés dans quelques directions: tout d'abord, le caractère des rassemblements organisés en hommage aux victimes et la question de «l'Union sacrée». Puis, les causes des assassinats, des motivations des assassins et des diverses responsabilités. Notons d'ailleurs que l'attentat contre l'Hyper Cacher est rarement évoqué – ce qui n'est pas, soit dit en passant, l'apanage de la gauche radicale – et que l'antisémitisme des assassins n'est que très peu analysé. Enfin, leur réflexion porte sur la défense des «victimes du racisme» – le fameux «amalgame» – la gauche radicale s'en tenant à sa position habituelle de défense des immigrés.

Le PCF, le Parti de gauche et un grand nombre de personnalités qui en sont proches ont participé à la manifestation du 11 janvier. L'exemple le plus significatif est celui de *Siné Hebdo* qui publie peu après un hommage aux dessinateurs assassinés^[4].

Cependant, il n'y a pas eu unanimité, loin s'en faut: les autres organisations, associations et intellectuels qui en sont proches ont refusé d'y participer par rejet global de la classe politique. Leurs arguments sont à peu près identiques: il est impossible de manifester avec les chefs d'États qui sont responsables des guerres et de la misère^[5], ou de se voir enjoindre l'injonction «d'être Charlie».

2. Par exemple, pour le Parti ouvrier indépendant: <http://poi67.no-ip.org/spip.php?breve41>; le NPA: <http://www.npa31.org/attachments/article/1804/NPA31-CommuniqueCharlie-Hebdo-2014-01-07.pdf> ou le <http://groupemarxiste.info/documents/20150108GMICharlieHebdo.pdf>

3. À l'image d'une des personnalités fortes de cette gauche radicale, Sébastien Fontenelle (<https://twitter.com/vivelefeu>: tweet du 7 janvier).

4. *Siné Hebdo* est né d'un conflit au sein de la rédaction de *Charlie* en 2008, le directeur Philippe Val congédiant Siné en raison de propos antisémites. En dépit de l'antagonisme entre les deux rédactions, *Siné Hebdo* publie un numéro hors série, «Achetez *Charlie*», le 14 janvier 2015.

5. Déclaration du POI du 14 janvier: <http://parti-ouvrier-independant.fr/2015/01/14/48577/>

La tragédie et les attentats sont dénoncés, mais les organisations condamnent leur exploitation. Elles refusent explicitement de se joindre aux manifestations: ce fut le cas des organisations trotskistes, Lutte ouvrière et le NPA^[6]. Cette même tonalité est présente dans les communiqués des organisations syndicalistes révolutionnaires et de certaines organisations libertaires, telle Alternative libertaire ou l'Organisation communiste libertaire^[7]. La CNT (Confédération nationale du Travail), syndicaliste révolutionnaire, tout en dénonçant les attentats et réaffirmant son opposition au totalitarisme – qu'elle nomme fascisme – met également en garde contre les tentatives récupératrices et les dérives qui peuvent en découler. Les différents courants en son sein ont été eux-mêmes divisés sur la question de la participation à cette manifestation^[8]. Mais très vite, ce qui domine, c'est la condamnation de l'Union sacrée. Elle est exprimée de manière caricaturale par un collectif d'universitaires d'extrême gauche, qui publie un texte intitulé « Non à l'union sacrée^[9] », lequel, après avoir condamné les attentats, dénonce les « pompiers pyromanes » et les responsabilités premières des hommes politiques, le caractère liberticide de leur réaction; puis ils se lancent dans un inventaire à la Prévert des maux du système politique: chômage, racisme, misère, pauvreté, conflits internationaux, etc.

Un autre trait caractéristique de cette gauche radicale est qu'elle voit poindre dans les assassinats des causes sociales qui seraient cachées par la pratique religieuse des assassins. Dès lors, ce sont à ces causes sociales qu'elle attribue la responsabilité des attentats. Par un procédé et une rhétorique d'inversion, la République devient en partie responsable des horreurs commises. La société capitaliste, parce qu'elle produit le chômage et la misère et fait miroiter un ascenseur social qui ne monte pas, devient la responsable du désespoir des jeunes qui se jettent dans l'islam radical. Deux représentants de la gauche radicale culturelle ont illustré à leur manière cette façon de penser. Julie Pagis, chargée de recherche au CNRS, enfant de « Soixante-huitards » – elle a d'ailleurs réalisé une thèse en sociologie sur les « Enfants de 68 » – proche de la gauche radicale, donne son analyse: « Quand nos enfants tuent nos pères ». Expliquant que « *Charlie* ne faisait plus rire une partie d'entre nous^[10] » parce « la religion était essentialisée » et que « viser, dans les années 2000, l'islam en France [...] c'est s'attaquer en majorité [aux] classes populaires ». Se moquer de l'islam devient se moquer des classes populaires et participer d'un rire aveugle à ce que les différentes affirmations identitaires musulmanes « peuvent porter comme colère et protestation contre

6. <http://www.lutte-ouvriere.org/notre-actualite/communiques/article/contre-un-attentat-barbare-et>

7. <http://www.alternativelibertaire.org/?Charlie-Hebdo-la-tristesse-et-la>

8. La tendance « trotskisante » du Front de gauche *Ensemble* a publié des communiqués contradictoires sur le sujet: <https://www.ensemble-fdg.org/tiquettes/terrorisme>

9. *Le Monde*, 15 janvier 2015.

10. Le sens du « nous » restant indéterminé.

l'abandon des cités et de leurs habitants^[11] ». L'auteur achève sa chronique sur un couplet anti-patriotique « répondant à l'Union sacrée par le Déserteur ».

Le deuxième exemple significatif est celui d'Alain Bertho, ancien communiste refondateur, proche de Roger Martelli et appartenant aujourd'hui à cette mouvance au contour flou qui va d'Alain Badiou à Tony Negri. Il considère que le témoignage et les interrogations des victimes « ne produisent pas de sens ». En revanche il faut « comprendre le sens donné à leur acte ». Ces crimes deviennent une « islamisation de la révolte radicale », le « djihadisme étant une figure possible de la révolte^[12] ». L'auteur poursuit en expliquant que la chute de l'URSS et la perte de perspective de conquête du pouvoir politique ont fait le reste et, conséquemment, c'est en redonnant forme au communisme que le djihadisme disparaîtra.

L'autre moyen de réduire à néant toute analyse explicative autre que sociale est celui utilisé par Alain Badiou. Le « petit timonier de l'école normale supérieure » qualifie le crime de « fasciste », sans lui non plus en mentionner le caractère antisémite. L'expression n'est utilisée que pour insister sur un autre aspect, la dénonciation de la répression étatique et le racisme d'État. L'unique issue échappatoire demeure le communisme puisqu'il est le seul à poser la question sociale.

Le dernier axe de critique de la gauche radicale est la dénonciation systématique de « l'islamophobie ». Elle blâme par ce nouveau vocable le racisme, qui se serait accru depuis le mois de janvier. La condamnation n'est pas nouvelle. Elle a pris de l'ampleur depuis une dizaine d'années avec la loi sur le voile à l'école. Mais les attentats ont revigoré ce mode de critique de la société. Les « musulmans » sont les victimes par excellence du racisme ambiant. Les illustrations les plus caricaturales de cette conception ont été publiées peu après les attentats. D'abord par Shlomo Sand, un historien israélien d'extrême gauche, grand spécialiste de Georges Sorel, qui, tout en déplorant les assassinats, refuse d'être Charlie, parce qu'il a vu dans les différentes caricatures publiées par l'hebdomadaire l'ombre du racisme, à la fois de race et de classe^[13]. Ensuite par les représentants de la gauche radicale « antiraciste », qui dénoncent le racisme supposé des manifestations^[14].

11. « Quand nos enfants tuent nos pères », *Libération* 16 janvier 2015.

12. *Regards*, printemps 2015.

13. <http://www.ujfp.org/spip.php?article3768>

14. *Le Monde*, 16 janvier 2015. Cette tribune est signée, notamment, par Alain GRESH du *Monde diplomatique*, par la très pro-palestinienne Michèle SIBONY pour *Parole de l'Union juive française pour la Paix* et par Houria BOUTELDJA, porte-parole des *Indigènes de la République*, qui par ailleurs multiplie les déclarations clairement antisémites comme celle prononcée lors de la conférence du 3 mars 2015 à Oslo : « Les Juifs sont les boucliers, les tirailleurs de la politique impérialiste française et de sa politique islamophobe », reprise sur le site du PIR (<http://indigenes-republique.fr/racisme-s-et-philosemitisme-detat-ou-comment-politiser-lantiracisme-en-france-3/>).

Selon le principe de l'équation, toute chose étant équivalente, ils renvoient dos-à-dos *Charlie Hebdo*, coupable à leurs yeux « d'islamophobie », et leurs assassins^[15]. Ces derniers sont le produit et la conséquence de la politique occidentale, de la guerre contre le terrorisme, du conflit israélo-palestinien et de la montée des sentiments anti-musulmans. Cristallisée par ces tribunes, cette réflexion est partagée par une grande partie de la gauche radicale. Très rapidement après les événements, le 6 mars 2015, une partie des organisations, y compris le PCF, se retrouve dans une réunion publique aux côtés d'organisations islamistes et/ou communautaires pour dénoncer pêle-mêle le *Patriot Act* à la française, les atteintes aux libertés, le racisme et la haine, et la situation post-coloniale qui sévit en France. Elle est suivie, quinze jours plus tard, d'une manifestation de même nature, mais de laquelle une grande partie des organisations islamistes « officielles » est absente. Cette dénonciation du racisme *via* l'utilisation d'une connotation religieuse provoque de vifs débats. Une partie de la gauche radicale refuse le terme^[16], considérant que le refus du religieux n'est pas une forme de racisme. D'autres estiment que l'expression « islamophobie » valide les interprétations religieuses et favorise le développement des groupes religieux. Une minorité de cette gauche radicale, dans sa frange anticléricale communiste ou libertaire, si elle reprend tout ou partie de l'argumentation sur l'Union sacrée, condamne avant tout la religion^[17]. Mais ces prises de position sont devenues minoritaires dans la gauche radicale, témoignant d'une évolution ou plus exactement d'une relecture du passé.

Les réactions aux événements de Janvier s'expliquent en grande partie par un réinvestissement du passé dans la lecture des phénomènes contemporains. Le premier facteur discriminant est le rapport à l'anticléricalisme.

Né au XIX^e siècle, ce dernier demeure un axe structurant, notamment dans les franges libertaires et dans certains noyaux communistes ou influencés par le « lambertisme ». Le deuxième facteur est le rapport au bolchevisme et le souvenir plus ou moins diffus du deuxième Congrès des peuples d'Orient, organisé par les bolcheviks à Bakou du 1^{er} au 8 septembre 1920^[18]. Les organisateurs du congrès dénonçaient pêle-mêle la colonisation, l'impérialisme, la répression bourgeoise et prônaient l'extension du mouvement révolutionnaire dans les pays du tiers monde.

15. *Idem* et, par exemple, *Courant alternatif*, n° 247, février 2015.

16. <https://www.lepartiedegauche.fr/vudailleurs/que-recouvre-le-terme-d-islamophobie-31871>

17. Par exemple, l'éditorial du *Monde libertaire*, n° 1761, 15 janvier 2015, ainsi que certains des articles consacrés à *Charlie Hebdo* dans le supplément spécial (n° 1762) du 22 janvier 2015.

18. Par exemple, le trotskiste anglais Ian BIRCHALL repris par le site trotskiste français de la revue théorique proche du NPA fondée par Daniel Bensaid, *Contre temps*; <http://www.contretemps.eu/interventions/moment-despoir-congr%C3%A8s-bakou-1920> et <http://www.contretemps.eu/interventions/%C2%AB-lutter-contre-imp%C3%A9rialisme-racisme-pr%C3%A9f%C3%A9rons-bakou-front-populaire-%C2%BB>

À partir de ce congrès, se construit la double figure de l'immigré comme victime de la répression et celle du musulman comme prolétaire, la révolution pouvant, dans certaines bouches, devenir le djihad.

La matrice bolchevique est encore, consciemment ou non, présente dans l'idéologie de la gauche radicale. Elle est accentuée par les générations qui lisent le passé uniquement au prisme des guerres coloniales et des enjeux migratoires. Enfin, dernier souvenir, ravivé et mobilisé actuellement par la gauche radicale, le refus de l'Union sacrée, assimilée à l'unanimité et à l'élan de la Première Guerre mondiale. C'est le passé qui détermine en grande partie les prises de positions idéologiques vis-à-vis d'un phénomène pourtant nouveau et totalement inédit.